

Analyse critique du dernier ouvrage de Michel Collon : « Israël, parlons-en ! ».

Paru en 2010, le livre « *Israël, parlons-en !* » réunit 20 interviews de témoins et spécialistes (présentés comme connaissant le mieux le conflit), réalisées par le journaliste et écrivain Michel Collon. Il s'agit d'abord d'éclairer, pour un public mal informé, l'histoire et l'actualité de ce qui est communément appelé « le conflit israélo-palestinien ». Le Comité Action Palestine s'est livré à une analyse critique de cet ouvrage pour éclairer lui aussi le lecteur. Ainsi, il nous est apparu que, sous couvert de neutralité, cet ouvrage use de méthodes fort peu neutres. Une lecture attentive du livre révèle en effet que son auteur ne considère la Palestine, son histoire, son peuple, ses luttes, qu'à travers le prisme du paternalisme occidental. « *Israël parlons en !* », oui en effet, mais le sous-titre pourrait être « *Et la Palestine n'en parlons pas !* »

Un projet très ambitieux...

Paru en 2010, le livre « *Israël, parlons-en !* » réunit 20 interviews de ☐ témoins et spécialistes (présentés comme connaissant le mieux le conflit), réalisées par le journaliste et écrivain Michel Collon. Il s'agit d'abord d'éclairer, pour un public mal informé, l'histoire et l'actualité de ce qui est communément appelé « le conflit israélo-palestinien ». Mais comment démêler le vrai du faux sur un sujet déchaînant autant les passions ? Qu'à cela ne tienne : « *Israël, parlons-en !* » est le livre providentiel sur la question. C'est ce qu'atteste l'introduction qui tient lieu d'autopromotion. Elle assure en effet au lecteur, supposé manquer de temps et de repères pour choisir entre « *TF1* » et « *Al-Jazeera* », que le livre qu'il tient entre les mains lui fournira sans aucun doute un modèle d'objectivité (on fait parler des sionistes et des antisionistes) et de concision (quelque 340 pages pour 2 siècles d'histoire). Cependant Michel Collon ne s'arrête pas à un travail d'information. « *Israël, parlons-en !* » se veut bien autre chose qu'une énième synthèse sur le sujet. Son objectif est beaucoup plus ambitieux : il est pédagogique. A en croire la synthèse finale qui suit les interviews, *Israël, parlons-en !* saura en effet montrer au lecteur comment discerner sans hésitation, dans la bouche ou sous la plume des journalistes, la vérité du « médiamensonge » (concept collonien se substituant à celui de propagande). Plus encore, il lui apprendra à penser par lui-même. Il lui fournira les armes intellectuelles pour se forger une opinion personnelle totalement émancipée des tabous. Il lui donnera en outre l'argumentaire nécessaire pour la défendre en toutes circonstances. Que ceux qui sont le plus attachés au respect des personnes soient sur ce point rassurés : « *Israël, parlons-en !* » est aussi un manuel de savoir-vivre. Il enseigne la tolérance (« *quand on discute avec des gens qui ne sont pas d'accord et qui répètent des arguments de la propagande pro-israélienne, il ne faut pas les considérer comme des ennemis, p.337* »), et l'amour, puisque Michel Collon recommande « *la colère envers ceux qui commettent des crimes, mais l'amour pour celui qui se fait tromper* » ; *ibid.*).

...pour des exigences intellectuelles très modestes.

Mais le lecteur ayant succombé au charme de ces paroles évangéliques s'étonnera pourtant, une fois réveillées ses facultés critiques, des choix et des méthodes de M. Collon. A commencer par la couverture : le titre « *Israël, parlons-en !* » est inscrit en grandes lettres bleues sur fond blanc, couleurs emblématiques du sionisme. Une carte de la Palestine historique (ou du Grand Israël ?) est en surimpression dans le A de Israël. Ce qui laisse franchement perplexe.

Examinée attentivement, la problématique générale de l'ouvrage – pourquoi et comment parler d'Israël – révèle bien des faiblesses, quand elle n'éveille pas les soupçons. **Pourquoi parler d'Israël ?** Dans un ouvrage présenté comme un outil de contre-propagande par le grand pourfendeur des « médiamensonges », on pourrait légitimement s'attendre à ce que cette question signifie la nécessité d'attirer l'attention sur le parti pris clairement sioniste de l'histoire officielle, de l'enseignement et des médias institutionnels. Et, par conséquent, la nécessité de contre-attaquer.

Or dans l'introduction il n'en est rien. La question est plutôt envisagée comme une invitation à la controverse : « *Pourquoi parler d'Israël ? Pour tenter de mener un débat raisonné.* ». Controverse à laquelle M. Collon apporte d'ailleurs sa propre contribution centriste, autrement dit une sorte de « *ni-ni* » entre « *ceux qui crient à l'antisémitisme dès qu'on critique le gouvernement israélien et ceux qui croient en un grand et mystérieux complot juif* ».

Il est pour le moins étonnant que les principaux intéressés, les Palestiniens eux-mêmes, apparaissent si peu concernés par la construction de leur propre avenir : « *Car ce conflit se joue aussi bien au Moyen-Orient qu'en Europe. C'est de la discussion entre citoyens de tous horizons que surgiront les solutions pour la paix* ». M. Collon déplace ainsi la question du terrain politique au terrain philosophique, comme si l'histoire de la Palestine occupée se ramenait à un dialogue de sourds entre « *pro-palestiniens* » et « *pro-israéliens* ».

Comment parler d'Israël ? Certes, il y a les promesses de l'introduction (laisser de côté les préjugés, lever tous les tabous, revenir aux faits et aux pages d'histoire occultées). Mais, à plusieurs reprises, le lecteur peut éprouver la sensation désagréable de glisser sur une pente savonneuse qui le ramène aux pires clichés de l'idéologie dominante. A savoir, le fait accompli, et donc indiscutable, de l'existence d'Israël (« *Maintenant, c'est un fait, les Israéliens sont là, sur cette terre* » p. 141), la réduction molle et superficielle du combat antisioniste à une critique de la politique israélienne (p. 308), même quand l'interviewé cherche à revenir au problème de fond (cf. interview d'Illan Pappé), la préoccupation constante de l'auteur à l'égard du sort des juifs (« *faire reculer la désinformation, c'est l'intérêt des Palestiniens, mais c'est aussi l'intérêt des juifs d'Israël* », p. 301), son paternalisme (« *le colonisé peut apprendre des Européens [...] qui ont mené depuis des siècles de nombreux combats pour imposer la démocratie* » p. 332), sa méfiance spontanée et obsessionnelle à l'égard de l'islam (« *Le Hamas va-t-il ou non instaurer un régime islamiste en Palestine ?* » ; « *Mais on dit que le Hamas veut imposer un mode de vie islamiste* » ; « *Le Hamas peut-il devenir un mouvement plus progressiste ?* »).

Le choix et la présentation des intervenants : l'objectivité selon M. Collon.

Sur 20 contributions, quatre seulement présentent la vision palestinienne, une seule est annoncée comme celle d'un auteur palestinien. Aux Palestiniens reconnus comme tels est cédé le « *vécu* » brut sous forme de quatre témoignages dans le chapitre 8, mais jamais l'analyse. Aux Occidentaux, est réservé le privilège de la pensée, de la connaissance, de l'analyse surplombante. La parole palestinienne se trouve ainsi noyée dans l'argument d'autorité incarné par des sionistes plus ou moins avérés (Benny Morris, Schlomo Sand, Michel Warchavski, etc.), et des intellectuels européens (même si certains sont d'origine arabe).

La manière dont sont présentés les contributeurs de ce livre est aussi révélatrice que les critères selon lesquels ils ont été choisis. Il en ressort bien insidieusement que **les Palestiniens ne disposent pas d'intellectuels, de chercheurs ou d'analyses pour traiter des questions abordées**. Seul Ilan Halévi est présenté comme palestinien, mais il est aussi précisé qu'il est juif (laïc et athée, 100 % juif et 100 % palestinien, p. 81). Pour les trois autres contributeurs que l'on suppose être Palestiniens, Christina Zaccaria, Naseer Aruri et Samia Bothme, aucune mention n'est faite de leur nationalité ou de leur origine, contrairement à la majorité des personnes interrogées restantes (12 sur 14) qui ont toutes une nationalité, ou sont nées quelque part. Si aucune information n'est disponible pour Christina Zaccaria et Samia Bothme, Naseer Aruri est né à Al Quds en 1934 et a été membre du Conseil National Palestinien (source wikipedia).

Le rôle secondaire du Palestinien dans l'histoire : la vérité selon M. Collon.

Dès l'introduction le ton est donné. Ni les termes Palestine, palestiniens, colonialisme, autodétermination, justice, ni même la notion de droit international ne sont évoqués. C'est la notion très vague de « *solution pour la paix* » qui est mentionnée.

En s'intéressant un peu plus à la place faite aux Palestiniens dans cet ouvrage, force est de constater que le **Palestinien semble bien secondaire**, c'est un témoin de la situation, tout au plus une victime, jamais vraiment un acteur, et on s'interroge même sur le fait qu'« *ils soient des gens comme nous* » (p. 113). Il est parfois qualifié d'« *Arabe de Palestine* » (p. 19) ou de « *minorité arabe vivant en Israël* » (p. 126). Il faut avant tout souligner au chapitre 2 qu'il n'est même plus vraiment palestinien. En effet, il serait (sans que cette théorie soit contredite par un autre contributeur dans le livre) le descendant des anciens juifs. « *Nous avons été les premiers Palestiniens* » écrit Schlomo Sand (p. 37). « *Les juifs d'aujourd'hui sont les héritiers de cette population qui a adopté le monothéisme juif puis est passée à l'Islam* ». Et son interlocuteur de renchérir : « *donc les juifs réellement originaires d'Israël et les « Palestiniens » c'est la même chose !* » ou encore « *qui sont aujourd'hui les vrais descendants des anciens habitants de cette terre d'Israël* ». Le lecteur constatera par lui-même que celui qui interroge Schlomo Sand parle d'Israël comme la terre historique...et la Palestine n'existe pas. Les expressions telles que « *Arabes de Palestine* » (Delmotte, p. 19) ou « *importante minorité arabe* » (p. 119) vont finalement dans le même sens. Bien secondaires les Palestiniens !

Si deux chapitres de ce livre sont consacrés à l'histoire de la Palestine d'avant 1948 avec des visions légèrement différentes, il est tout bonnement scandaleux et négationniste que le seul récit de la Nakba soit celui présenté par Benny Morris. Il faut être sans vergogne pour qualifier Benny Morris de principal spécialiste sur la question des Palestiniens expulsés de leurs terres (p. 69) alors qu'il écrit lui-même au sujet de la Nakba « *je n'appelle pas cela une expulsion* » (p. 76). « *Ils [les Palestiniens] ont fui à cause d'une guerre qu'ils ont eux-mêmes lancée* » (p. 70). Le choix de Benny Morris comme seul narrateur de la Nakba n'a pas pu être fait au hasard et ne peut pas relever de l'incompétence des auteurs. Car la première chose que l'on apprend en abordant l'histoire de la destruction de la Palestine, c'est qu'il ne peut y avoir de « *neutralité* » au sujet de la Nakba. Pareille « *neutralité* » n'est en réalité que la version sioniste des faits. Mr Collon et ses collaborateurs ne peuvent pas ignorer les écrits d'Illan Pappé (pour rester dans l'historien juif israélien) ou ceux de Nur Masrallah.

Comment ne pas s'embarasser des revendications palestiniennes : l'art d'évoquer tout en dissimulant

Si on porte son attention sur la manière dont sont traités, dans ce livre, les revendications politiques palestiniennes, on s'étonnera également que la première référence à l'autodétermination d'un peuple soit faite pour les Israéliens (p. 44). Il faut attendre le chapitre 10 (p. 160) pour que le droit à l'autodétermination des Palestiniens soit finalement cité. Si le **droit au retour** des réfugiés est évoqué à plusieurs reprises au cours du livre, et notamment en termes de droit international en vertu de la résolution 194, cette question centrale n'est abordée comme revendication politique collective dans aucun chapitre. Salem Albeik, un des témoins palestiniens interviewés, n'est même pas qualifié de réfugié, mais « *vivant dans un camp de réfugiés* » (p. 113 et p. 130). Salem Albeik revendique le droit au retour, mais en tant que souhait, pas en tant que droit. Et on pourra s'étonner que Virginia Tilley cite sans référence un vague sous-titre sur les souhaits des réfugiés les qualifiant de Palestiniens de la diaspora (sic !) et évoque leur débarquement sur les rives d'Israël ! (p. 279).

Soutenir la résistance de l'opprimé de façon à la discréditer.

Le droit à la résistance : Même si la résistance palestinienne est largement évoquée dans cet ouvrage, ce sont encore des regards extérieurs qui sont invités à s'exprimer et ils le font avec énormément de précaution oratoire. Ainsi un grand spécialiste du droit international reconnaît tout de même que « *la lutte du peuple palestinien s'apparente [sic s'apparente seulement !!!] à une lutte de libération nationale pour exercer son droit à l'autodétermination* » dont « *la légitimité de principe [est admise par les Nations Unies]* ». Mais il relativise aussitôt la légitimité de la résistance contre l'occupation en avançant que la situation en Palestine serait toujours régie par une obligation de respect d'un cessez-le-feu ordonné par le Conseil de sécurité en 1948 (p. 209). Et si en apparence l'information concernant la résistance paraît objective et favorable à cette dernière, une lecture attentive des chapitres (9 et 17 entre autres) qui y sont consacrés montre que les contributeurs à ce sujet, participent grandement à la désinformation qu'ils disent dénoncer. L'éloge du pacifisme y est à peine voilé (p. 165, p. 286) et l'analyse de la résistance armée et de la violence manque totalement de clarté et de bases théoriques. D'après Sieffert, la référence à la lutte armée dans les chartes fondatrices de l'OLP et du Hamas serait signe de jeunesse de ces mouvements qui évoluent forcément avec les années vers la négociation. On lit par exemple (p. 249) « *Evidemment les chartes de l'OLP et du Hamas sont des chartes fondatrices et identitaires, donc extrêmes. Ce ne sont pas des éléments de négociation, elles comportent de la violence* ». Et Sieffert se prend à son propre piège de la désinformation et du vocabulaire choisi et répété. Ainsi il qualifie à deux reprises en vingt lignes (p. 251) « *d'innocents* », les victimes des attentats-suicides perpétrés par la résistance palestinienne alors que les martyrs libanais et palestiniens des guerres israéliennes n'ont droit qu'à la mention « *civils* » et « *victimes* » (p. 253). Et dans ces mêmes vingt lignes, il qualifie les attaques palestiniennes de « *bêtes et aveugles* », « *violence montrée comme irrationnelle et qu'on ne peut pas approuver* ». « *présenter cette violence comme aveugle* », tout en rajoutant que d'un certain point de vue elles ne le sont pas vraiment (p. 251). L'effet est assez démonstratif.

Le procédé de désinformation est encore plus marqué au chapitre 9 dans lequel la résistance palestinienne est dès les premières lignes associée par les auteurs et contributeurs au terrorisme, au fanatisme islamique et au statut des femmes (p. 138). Si ce chapitre paraît cependant présenter la résistance de manière positive, les procédés de désinformation reviennent sans cesse quand il s'agit du Hamas sans qu'aucun argument objectif n'alimente cette analyse du mouvement de la résistance islamique qui serait, selon M. Hassan, contre les femmes et non-démocratique. On peut lire ainsi au sujet du Hamas « *Ses conceptions [sur les femmes] ne sont pas les miennes* » (p. 151) ; « *le Hamas a grandi parce que les femmes lui ont permis de grandir* » (p. 152) « *Pour que les femmes acquièrent l'égalité, il faudra une transformation économique qui les amène au travail* » (p. 152) ; « *le Hamas est la résistance. Je ne les soutiens pas dans leurs positions sur la femme, leur programme économique ou leurs idées fatalistes...* » (p. 153) ; « *et cela pourrait lui faire emprunter le chemin d'une révolution démocratique* » (p. 154). Mais cherchez toujours, vous ne trouverez aucune analyse de fond qui justifie ces affirmations ou qui donne quelques pistes. M. Hassan n'est pas d'accord, c'est tout.

Un pas en avant, trois pas en arrière.

La crainte constante d'être accusé d'antisémitisme paraît si forte chez Michel Collon qu'elle oriente ses interviews avec les contributeurs, et les empêche souvent d'aller au bout d'une analyse pourtant pertinente parfois. Mais surtout pourquoi avoir choisi d'interroger Tariq Ramadan particulièrement sur cette question ? Pour qui a en mémoire les accusations virulentes dont Tariq Ramadan a fait les frais à ce sujet, il paraîtra bien illusoire et naïf de penser que le choix d'interviewer cette personnalité retournera de façon décisive l'opinion de ceux qui affirment que « *critiquer Israël est de l'antisémitisme* ». Et pour qui voudrait trouver dans cet entretien des arguments pour démontrer qu'il n'en est rien, les multiples justifications que Ramadan est obligé une nouvelle fois de développer pour lever tous les soupçons qui pèsent sur lui, conduisent à une démonstration peu convaincante et noyée par les précautions oratoires. Alors que peut retenir le lecteur de cette interview ? D'un côté se succèdent questions simplificatrices reprenant systématiquement l'argumentaire sioniste (« *Quand on critique Israël, on est vite accusé d'être antisémite ; certains prétendent que l'antisionisme est le faux nez de l'antisémitisme ?* » ; « *les médias exagèrent-ils à propos de l'antisémitisme ? le racisme anti-juif est-il en augmentation ?* » etc.) ; de l'autre, les réponses prudentes et compliquées de Ramadan. Par exemple à la question « *Le racisme anti-juif est-il en augmentation ?* » (p. 264), celui-ci donne une réponse particulièrement sinieuse : « *Quoi qu'il en soit, c'est une évidence qu'en Europe et en Occident aujourd'hui, les attitudes et les positionnements racistes, identitaires ou victimaires augmentent [...] les populations les plus touchées par le racisme en Europe [...] ce ne sont ni les musulmans ni les juifs...ce sont les Roms [...]* ». Mais aucun élément chiffré pour dire ce qu'il en est vraiment. Pour compléter le flou, Ramadan évoque aussi « *une augmentation d'un potentiel antisémite* », ce qui peut laisser perplexe pour celui qui s'interroge comment concrètement est évalué ce potentiel.

Finalement les trois dernières questions de cette interview sont relatives à la communauté musulmane en Europe. Pourquoi avoir choisi d'évoquer spécifiquement cette communauté religieuse dans ce chapitre ? Quel lien avec l'antisémitisme ? Ou veut-on en venir ? Entre les questions et les réponses existe donc une confusion dont il est difficile de ne pas sortir égaré. Collon est-il ici sincèrement pédagogue ou bien songe-t-il avant tout à préserver sa propre image ? On peut se demander s'il ne souhaite pas, à travers cette interview, se décharger lui-même de toute accusation d'antisémitisme pour avoir dirigé la rédaction de cet ouvrage. Ce qui conduirait à exercer une manipulation médiatique, procédé que Collon dénonce pourtant avec tant de force.

La Palestine, n'en parlons pas !

Ainsi, sous couvert de neutralité, cet ouvrage use de méthodes fort peu neutres. Une lecture attentive du livre révèle que son auteur ne considère la Palestine, son histoire, son peuple, ses luttes, qu'à travers le prisme du paternalisme occidental. Le parti pris clairement affirmé pour une solution à la sud-africaine est très révélateur d'une volonté première de préserver le colon et de le maintenir en place sur la terre qu'il a colonisée. Malgré quelques bonnes analyses (I. Pappé, J. Bricomont), ce livre est l'exemple type d'une grille de lecture qui ne permet en aucun cas d'éclairer le lecteur, c'est-à-dire de lui permettre de discerner entre la vérité et le « médiamensonge ». Nous ne nous prononcerons pas sur l'urgence politique invoquée par M. Collon (interviewé en juin 2011 par Investig'Action) pour promouvoir la 2ème édition d'*Israël, parlons-en !*, dont nous n'avons pas encore pris connaissance. Cette annonce nous laisse simplement dubitatifs...

La torture au centre du système sioniste

le 3/7/2011 21:40:00 (842 lectures)

✘ Dans l'Etat sioniste **la torture** est légalisée et les méthodes d'interrogation qualifiées de « pressions physiques modérées sont autorisées par les « besoins de la défense ». Comme Israël peut détenir des prisonniers au secret pendant deux mois et les empêcher d'entrer en contact avec leurs avocats pendant trois mois, la torture peut être utilisée en toute impunité, notamment juste après l'arrestation pendant les phases d'interrogatoire. Le centre de détention secret 1391 est un lieu de non droit total où il est supposé que des méthodes de torture extrêmes sont mises en oeuvre. **Suite aux tortures et aux mauvais traitements, deux cents palestiniens sont morts en détention depuis 1967.**

Les détenus palestiniens sont soumis aux formes de torture suivantes : Privation de sommeil, mains attachées avec des liens de plastique très serrés pour couper la circulation du sang, coups, gifles, nourriture en faible quantité et non respect des interdits alimentaires, menaces physiques et psychologiques et humiliations.

De nombreux cas de torture à caractère sexuel ont été rapportés, notamment pour les femmes dans les années 70-80. Chez les enfants prisonniers, des témoignages récents font état d'abus sexuels répétés de la part de leurs geôliers sionistes. Spéciale : positions du Shabeh pour lesquelles les prisonniers sont maintenus sur une chaise dans une position douloureuse, pression sur différentes parties du corps, coups violents après que les détenus aient été entravés pendant longtemps, strangulation et autres moyens de suffocation, arrachage des cheveux, humiliations multiples.



Dans les cellules : privation de sommeil, exposition à des températures extrêmes, exposition prolongée et continue à la lumière artificielle, isolement, gaz lacrymogènes, conditions de détention inhumaines et l'absence d'accès à un suivi médical approprié même en cas de maladies graves.

Les tortures psychologiques comme les menaces et le chantage vis-à-vis des proches parents.

Pendant la période d'interrogation, les prisonniers peuvent être maintenus les yeux bandés et les mains attachées, être privés de nourriture et d'eau pendant plusieurs jours, être empêchés d'accéder aux toilettes ou de se changer.

Dans toutes les prisons, chaque année, des dizaines de prisonniers sont maintenus en isolement total. Ils ne sont autorisés à sortir de leur cellule de 3m² qu'une heure par jour, la plupart du temps, maintenus pieds et poings liés. L'administration pénitentiaire mène régulièrement et sans raison, des campagnes très violentes de répression envers les prisonniers.

En plus de la violence physique, la répression consiste à supprimer tous les acquis des luttes, à couper l'eau et l'électricité, pénétrer continuellement dans les cellules, à empêcher les détenus malades de prendre leurs médicaments, à les empêcher d'effectuer collectivement la prière du vendredi et à manger sous leurs yeux pendant le Ramadan, à empêcher les visites des familles de manière illimitée et arbitraire.

Des enfants en prison

le 10/6/2011 22:10:00 (747 lectures)

Le Comité Action Palestine édite chaque année un [calendrier](#) rassemblant articles et photos sur un thème particulier ; il a été consacré en 2011 aux **prisonniers** . Nous publierons mois après mois les articles de ce calendrier. « Des enfants en prison » a été publié pour le mois de mars 2011.



Ils sont l'Intifada, le symbole de la Résistance palestinienne, ils sont ceux qui affrontent les chars avec des pierres, ils sont le courage et l'avenir de la Palestine.

Pour briser toute volonté de résistance, l'occupant sioniste ne fait aucun cas de l'âge du résistant palestinien et s'attaque aussi aux enfants avec la brutalité habituelle du colonisateur.

Depuis 2000, l'armée israélienne a kidnappé 7600 enfants, filles et garçons, dont certains n'avaient pas 12 ans. En août 2010, il y a 286 enfants prisonniers dans les geôles sionistes. Vingt d'entre eux ont entre 12 et 15 ans.

Les enfants palestiniens sont arrêtés dans la rue, sur le chemin de l'école, d'autres enlevés en pleine nuit dans la maison familiale, sortis de leurs lits par les soldats d'occupation et emmenés yeux bandés et pieds et poings liés le

plus souvent loin de leur domicile. Les familles doivent les chercher pendant des jours et des semaines avant de savoir où ils ont été amenés. Certains sont poursuivis devant les tribunaux militaires, d'autres restent en détention administrative. Les enfants sont enfermés dans les mêmes prisons que les adultes, la plupart à Ofer, Magiddo et Hasharron-Telmond. Il est régulièrement fait état d'agressions ou de menaces d'agressions sexuelles au cours des interrogatoires à l'encontre des enfants palestiniens de la part de soldats ou de policiers israéliens. Les enfants témoignent aussi de tortures à l'électricité et des mêmes autres types de tortures auxquelles sont soumis les adultes. Ils sont interrogés en l'absence totale d'avocats, ni même de membres de leur famille. Il s'agit la plupart de temps de leur faire avouer avoir jeté des pierres sur les véhicules des colons, le jet de pierre peut être puni de 20 ans de prison (ordre militaire 378).

S'il y avait encore le moindre doute, la question des enfants palestiniens enfermés dans les geôles sionistes est une preuve irréfutable que le soi disant droit international n'est que le droit des dominants.

A travers l'emprisonnement de l'enfant, l'objectif du colonisateur est de s'attaquer aux forces vives de la société palestinienne.

Mais l'objectif sioniste est très loin d'être atteint. Né au cœur d'un système d'oppression, l'enfant palestinien fait l'apprentissage de la résistance. En prison, il côtoie ses aînés qui lui transmettront leur expérience pour défendre la cause d'une Palestine arabe.

Comité Action Palestine

La Résistance ne s'emprisonne pas

Le Comité Action Palestine exprime son entière solidarité avec le mouvement de grève de la faim lancé par les prisonniers palestiniens depuis le 17 avril 2017 dans toutes les prisons sionistes, pour exiger de leurs geôliers le respect de leurs droits fondamentaux. Ce mouvement qui enfle jour après jour unit toutes les organisations de la résistance et d'immenses manifestations de soutien sont organisées par la population palestinienne. Georges Ibrahim Abdallah, détenu par l'Etat français depuis 33 ans a également rejoint le mouvement en solidarité avec ses frères palestiniens. Mais au-delà de leurs revendications en tant que prisonniers, ces combattants de la liberté luttent avant tout pour que la Palestine soit définitivement débarrassée du colonialisme sioniste.

Avril 2017

La résistance des prisonniers fait partie intégrale du mouvement de libération de la Palestine. Beaucoup d'entre eux sont des responsables politiques. De ce fait, ils jouent un rôle de premier ordre dans la résistance. Les prisonniers palestiniens ne luttent pas seulement pour améliorer leurs conditions de détention, mais ils agissent également au nom de la lutte de tous les Palestiniens pour la justice et l'autodétermination. Cette résistance témoigne de l'organisation parfaite des prisonniers pendant leur incarcération, malgré la férocité du système carcéral colonial. Une des formes majeures de résistance et de protestation dans les prisons est la grève de la faim. Souvent

organisées en coordination avec des manifestations à l'extérieur, les différentes grèves de la faim se sont avérées très efficaces. Elles ont permis de gagner de nombreuses batailles pour les prisonniers et de populariser la cause palestinienne. Parmi les plus importantes grève de la faim, on peut citer la grève ouverte de Asqalan (1976) qui dura 45 jours, s'étendit à toutes les prisons, celle de Jneid (1987) qui s'étendit à toutes les prisons et dura 20 jours, et la grève générale de 2004 qui dura 19 jours. Le dernier appel à la grève générale des prisonniers date d'avril 2010. Le mouvement a été suivi dans l'ensemble des prisons sionistes. Les prisonniers protestent, entre autres, contre les conditions inhumaines imposées à leurs familles lors des visites, contre la suppression d'accéder à des moyens d'information indépendants, pour l'autorisation de passer les examens du baccalauréat pour tous, et enfin pour le suivi régulier des prisonniers malades et gravement atteints, suite aux mauvais traitements et aux négligences médicales intentionnelles.

Parmi les plus grandes victoires des prisonniers, il faut particulièrement insister sur celles qui ont permis de transformer les prisons et les centres de détention en bastions révolutionnaires, en écoles et universités. L'enseignement et l'éducation étant une priorité pour les prisonniers palestiniens, ils ont dû mener des grèves de la faim pour obtenir des cahiers et des crayons, ainsi que le droit de faire entrer des livres. Depuis toujours, les prisonniers se forment par eux-mêmes grâce à la lecture et au débat. Des formations collectives sont aussi mises en place, principalement sur des questions politiques. Une attention spéciale est portée aux moyens de résister lors des interrogatoires et au comportement à adopter avec l'administration carcérale. Des séances d'alphabétisation sont assurées. L'enseignement de l'hébreu et de l'anglais est aussi très présent pour maîtriser la langue de l'opresseur. Chaque organisation de la résistance développe son propre programme

de formation en fonction de sa vision politique et idéologique, mais des échanges existent via le prêt de livres, des débats organisés lors des « promenades » et la rédaction de revues collectives. Des bibliothèques ont été constituées.

Le droit de s'inscrire à l'université par correspondance a été arraché grâce à la grève de la faim de 1992. Même si les autorités carcérales ne les ont autorisés qu'à s'inscrire uniquement aux universités de l'occupant, des centaines de prisonniers ont, depuis, poursuivi des études universitaires dans différents domaines. Le défi est inégalé : des prisonniers vont jusqu'à soutenir leur mémoire ou leur thèse de doctorat par le biais des téléphones portables qu'ils ont fait entrer clandestinement en prison.

Ainsi le 16 août 2003, le prisonnier Nasir Abdel Jawad, 38 ans, a soutenu sa thèse de doctorat par téléphone de l'intérieur de la prison de Meggido, devant un jury composé de professeurs de l'université nationale d'al-Najah. Ce fut une première en Palestine, et probablement dans le monde.

Cette expérience collective de Résistance derrière les barreaux est exemplaire en ce sens que les Palestiniens ont su rester debout, même dans les pires conditions de la prison coloniale.

Honneur aux martyrs des grèves de la faim dans les prisons sionistes.

– Abdel Qader Jabir Ahmad Abu Al-Fahim, from Jabalia RC, Gaza, killed on 11.05.1970 during the Asqalan hunger strike.

– Rasim Mohammad Halaweh, from Jabalia RC, Gaza, killed on 20.07.1980 during the Nafha hunger strike.

– Ali Shehadeh Mohammad Al-Ja'fari, from Dheisheh RC, Gaza, killed on 24.07.1980 during the Nafha hunger strike.

– Anis Mahmoud Douleh, from Qalqilia, killed on 31.08.1980 in Asqalan


- Ishaq Mousa Al-Maraghah, from Silwan, Jerusalem, killed on 16.11.1983 in Beir Al-Sabi'
- Hussein As'ad Ubeidat, from Jerusalem, killed on 04.10.1992 during the Asqalan hunger strike.

Comité Action Palestine

Le Comité Action Palestine édite chaque année un [calendrier](#) rassemblant articles et photos sur un thème particulier ; il a été consacré en 2011 aux **prisonniers** « **Les prisonniers, combattants de la liberté** » . « La résistance ne s'emprisonne pas » a été publié pour le mois de avril 2011.

Le système carcéral sioniste

le 10/6/2011 22:10:00 (687 lectures)

Le Comité Action Palestine édite chaque année  un [calendrier](#) rassemblant articles et photos sur un thème particulier ; il a été consacré en 2011 aux **prisonniers** . Nous publierons mois après mois les articles de ce calendrier. « Le système carcéral sioniste » a été publié pour le mois de mai 2011.

Il y a actuellement entre 8000 et 9000 Palestiniens détenus par la puissance occupante. Au moins un millier est en détention administrative, c'est-à-dire retenus sans motif, ni procédure judiciaire, mais uniquement sur ordre des services secrets israéliens.

Les peines :

- On compte 800 prisonniers condamnés à perpétuité.
- 570 Palestiniens sont condamnés à 50 ans d'incarcération, dont 4 originaires des territoires occupés en 1948.
- 110 ont passé plus de 20 ans en prison, 13 ont déjà passé plus de 25 ans, et 3 d'entre eux sont détenus depuis plus de 30 ans.
- 325 Palestiniens encore détenus actuellement ont été incarcérés avant la signature des Accords d'Oslo en 1993, et 555 avant le début de l'Intifada Al-Aqsa en septembre 2000.
- Plus de 5000 personnes ont été emprisonnées depuis 2005 et plusieurs milliers pendant la guerre contre Gaza en Janvier 2009.

Les prisons sionistes :

Le pouvoir colonial possède 24 centres de détention pour les prisonniers politiques palestiniens, dont 14 prisons et camps militaires, 5 centres de détention, et 5 centres d'interrogation. Il existe également un centre de détention secret (n° 1391) dont la localisation est inconnue, inaccessible aux avocats et à la Croix Rouge. Dix neuf de ces prisons sont dans les territoires occupés en 1948.

- La prison de Jalbou, près de Jénine, environ 800 prisonniers.
- La prison de Shattah : environ 250 prisonniers.
- La prison de Hasharoun dans laquelle sont détenus, entre autres des enfants et des femmes. ON y trouve aussi des Palestiniens originaires des territoires de 48.
- La prison de Hadariem : environ 240 prisonniers.
- La prison de Damoun : pour les enfants.
- La prison de Ramlah : environ 230 prisonniers dont les Ministres et Députés au Conseil Législatif Palestinien.
- La prison de Bier Al Sabe' : environ 1000 prisonniers.
- La prison de Kfar Youna qui comprend des cellules

d'isolement où ont été retenus Sheikh Ahmad Yassin, Abdul Karim Obeid et Mustafa Al Dierani.

- La prison de A'sqalan : une prison très ancienne qui enferme 450 prisonniers.
- La prison de Nafha : c'est une prison tristement célèbre dans le Naqab, au Sud Est de la ville de Bier Al Sabe', où sont détenus de nombreux leaders de la résistance.
- La prison de Ramoun, dans le désert près de Nafha, elle enferme environ 1350 prisonniers palestiniens.
- La prison de Majedo, en Galilée, une prison ancienne bien connue où sont détenus environ 1350 prisonniers.
- La prison de O'ufar : située dans un camp militaire sioniste, près de Ramallah, pour environ 800 prisonniers adultes et les enfants prisonniers. Les barraquements sont des anciens garages pour véhicules militaires.
- La prison de Ketziot à l'extrême Sud du Naqab, près de la frontière égyptienne avec 2350 prisonniers qui n'ont que des tentes délabrées comme abri.
- La prison de Al Damoun, à Haifa avec 250 prisonniers adultes et 90 enfants.
- La prison de Telmond (près de Netania) dans laquelle sont détenus les enfants garçons ou filles.
- Le centre de détention de Al Mascobieh, près de Jérusalem, pour les interrogatoires.

La détention administrative et le nouveau statut de « combattant illégal » :

C'est une procédure qui autorise la détention de personne sans motif ou procès sur la base du décret militaire 1226 issu d'un règlement datant du Mandat Britannique (1945). Ce décret autorise les responsables militaires à détenir quelqu'un pour une durée pouvant aller jusqu'à 6 mois renouvelables si ils ont « *de raisonnables soupçons que la sécurité de la zone ou la sécurité publique requièrent l'incarcération* ». Le renouvellement de la détention administrative peut être infini et actuellement certains prisonniers palestiniens sont détenus

sous ce régime depuis 8 ans. Il n'y a pas de définition de la « sécurité publique » et l'ordre de détention administrative est basé sur des soi-disant charges secrètes recueillies par les services secrets israéliens. Ni le détenu, ni ses avocats n'ont accès à ces informations. Lors des campagnes d'arrestation en masse, comme en 2002, la plupart des personnes arrêtées sont placées en détention administrative. C'est souvent le cas pour les mineurs. C'est aussi le cas pour de nombreux détenus ayant terminé leur peine. Enfin, les députés palestiniens arrêtés en 2006 ont été placés sous ce régime. La garde à vue sans connaître le motif de l'arrestation peut durer jusqu'à 8 jours pendant lesquels le prisonnier est soumis à des interrogatoires le plus souvent sous torture.

Le statut de « combattant illégal » a été défini par Israël en 2002. Cette mesure légalise la détention de prisonniers arabes lorsque les charges sont insuffisantes pour un procès. Suite au redéploiement des forces d'occupation à Gaza en 2005, ce statut vint remplacer celui de la détention administrative pour Gaza et commença à être appliqué aux prisonniers gazaouis. Il permet aux forces militaires de considérer chaque citoyen gazaouis comme un combattant illégal sur la base d'éléments secrets fournis par le Shin Bet, les services secrets israéliens.

Comité Action Palestine

Le 14 mai 1948 : la Nakba ou

La Grande Catastrophe pour le peuple palestinien

Le 14 mai 1948 est le jour de la création de l'Etat israélien, mais cette date est commémorée par les Palestiniens comme la Nakba, la catastrophe. L'idée initiale selon laquelle la Palestine était « une terre sans peuple pour un peuple sans terre » a constitué l'un des plus grands mensonges de l'histoire et a servi de justification à la politique sioniste de colonisation.

Cette catastrophe prend d'abord la forme de la légitimité internationale lorsque l'Onu adopte, le 29 novembre 1947, la Résolution 181, instituant la partition de la Palestine, partition refusée par les Palestiniens. Non seulement ils étaient spoliés de leur terre, mais en outre 56 % du territoire palestinien étaient attribués aux Juifs, qui constituaient moins du tiers de la population et possédaient jusque là à peine 7 % des terres. Cette catastrophe, c'est aussi la destruction, entre 1947 et 1949, de plus de 500 villages palestiniens, dont le plus connu est Deir Yassine, avec ses 250 habitants massacrés par les forces militaires juives.

Cette catastrophe enfin, c'est 800 000 Palestiniens expulsés de leurs terres sans que leur droit au retour ne soit encore reconnu dans les faits. Chassés de leurs terres et niés de tous, les 6 millions de réfugiés attendent toujours de retourner chez eux.

La catastrophe continue aujourd'hui. Le vol de la terre se poursuit, et l'épuration ethnique est partout à l'œuvre, principalement à al-Quds (Jérusalem), dans le Naqab et la vallée du Jourdain. La répression est quotidienne. Chaque jour, plusieurs dizaines de Palestiniens sont kidnappés et

torturés. Il y a aujourd'hui 7 000 prisonniers palestiniens dans les geôles de l'occupant sioniste. Outre l'apartheid qu'ils subissent quotidiennement, la pression s'accroît aussi sur les Palestiniens de 48 (ceux qui sont restés chez eux lors de la création de l'Etat sioniste en 1948) : définition de l'Etat colonial comme Etat juif, judaïsation des villes et villages palestiniens, stigmatisation des Palestiniens de 48 comme menace stratégique, emprisonnement et menace d'expulsion des leaders palestiniens.

Même si les difficultés sont énormes, même si l'entité sioniste est l'un des Etats les mieux armés du monde et qu'elle a toujours été soutenue par les puissances occidentales (Angleterre, France puis Etats-Unis, Europe), la résistance palestinienne a réussi à contrecarrer la volonté expansionniste de l'Etat-colonie, militairement et politiquement. Après avoir combattu alternativement ou séparément, les composantes du peuple palestinien (Gaza, Cisjordanie, Palestine de 48 et les réfugiés à l'étranger) sont en train de réaliser leur jonction politique et d'organiser une action concertée contre l'occupant. **L'unification politique du peuple palestinien, la véritable crainte et le vrai cauchemar des dirigeants sionistes et de tous les colons juifs de cet Etat, est en voie de réalisation.**

Cette tendance à l'unification constitue véritablement la reconfiguration majeure de la scène politique en Palestine et au Moyen-Orient. Le premier axe de cette union est formé par l'accord de réconciliation entre le Fatah et le Hamas, signé le 4 mai 2011 au Caire. Des raisons internes et externes expliquent le revirement et le rapprochement des deux organisations jusque là ennemies. Sur le plan interne, le Fatah n'a absolument rien obtenu d'un processus de négociation considéré par les sionistes comme un moyen de gagner du temps pour poursuivre la colonisation. De son côté, Obama vient d'opposer une fin de non-recevoir aux plaintes de Mahmoud Abbas relatives à l'absence de concessions israéliennes. Décrédibilisée, l'Autorité palestinienne a perdu toute

légitimité avec les dernières révélations de Wikileaks sur les négociations secrètes avec l'occupant dans lesquelles les dirigeants du Fatah acceptaient l'abandon des revendications sur Al Qods. Dans ce contexte les mobilisations populaires en faveur de la réconciliation ont amené le Fatah à accepter ce que le Hamas lui propose depuis plus de quatre années : un gouvernement d'union nationale. Pour le Hamas, le rapprochement avec le Fatah lui permet de sortir de l'isolement imposé par l'Etat sioniste et ses soutiens occidentaux.

Sur le plan externe, les mouvements arabes ont profondément changé la donne quant aux alliances que les deux partis avaient jusque là nouées. Le Fatah a perdu un allié de poids dans la région avec la chute du régime Moubarak. Le nouveau gouvernement égyptien est en effet beaucoup plus favorable à la cause du peuple palestinien. Il a promis d'ouvrir indéfiniment le passage de Rafah qualifiant de « honteux » le blocus israélien de Gaza. Le chef d'Etat-major égyptien a même menacé l'Etat juif en cas d'ingérence dans la décision prise par le Caire. Pour le Hamas, le rapprochement avec le nouveau pouvoir égyptien a une importance stratégique dans une conjoncture marquée par la déstabilisation d'un allié de poids : la Syrie. L'occupant n'a pas cessé de dénigrer une telle alliance qui nuit profondément à ses intérêts. La collaboration avec l'Autorité palestinienne va en être affectée. D'autre part, toute sa stratégie d'isolement, d'encercllement, d'enfermement du Hamas se trouve remise en cause.

Le second axe de l'unification politique de la résistance, c'est la collaboration croissante des organisations des différentes composantes du peuple palestinien et la mise en place de mobilisations communes. Dans cette optique, un appel a été lancé pour la « Marche du million » le 15 mai pour la commémoration de la Nakba et la reconnaissance du droit au retour de tous les réfugiés sur la terre de Palestine. En

Palestine de 48, les marcheurs vont se diriger vers les villages détruits par l'entité criminelle sioniste en 1948. En même temps, les réfugiés du Liban, de Syrie, de Jordanie, d'Egypte et de Gaza vont se diriger vers les frontières pour réaffirmer le caractère inaliénable du droit collectif au retour des réfugiés et pour signifier qu'aucune solution en Palestine ne peut-être envisagée sans l'application de ce droit.

Le Comité Action Palestine œuvre pour la réalisation des droits nationaux du peuple palestinien, c'est-à-dire la libération de la terre arabe de Palestine.

Il réaffirme les quatre principes suivants :

La condamnation du sionisme comme mouvement politique colonialiste et raciste.

Le soutien inconditionnel à la résistance du peuple palestinien et à son combat pour son auto-détermination et son indépendance nationale.

La reconnaissance du droit inaliénable au retour de tous les réfugiés chez eux.

La libération de tous les résistants emprisonnés.

17 avril : Journée internationale des prisonniers palestiniens

☒ **Les prisonniers palestiniens : combattants de la liberté**

Tout Palestinien est potentiellement le prisonnier d'Israël, du seul fait qu'il soit Palestinien. Car la prison coloniale est l'instrument du plan sioniste de destruction de l'identité palestinienne.

La prison coloniale israélienne est un auxiliaire de l'agression guerrière. Elle fait partie de la violence par laquelle l'occupant cherche à imposer sa loi, en procédant méthodiquement à l'anéantissement physique et psychologique du détenu.

La prison coloniale israélienne est aussi un substitut de la peine de mort. Elle sert à criminaliser les combattants de la résistance tout en assurant au régime sioniste une façade « démocratique ».

Depuis 1967, plus de 650 000 Palestiniens ont connu la détention dans les geôles sionistes, soit environ 20% de la population de Cisjordanie et Gaza. Suite à des tortures ou à des négligences médicales, 198 prisonniers palestiniens sont devenus des martyrs en prison.

Il y a actuellement entre 8000 et 9000 Palestiniens détenus par la puissance occupante. Au moins un millier est en détention administrative, c'est-à-dire retenus uniquement sur ordre des services secrets israéliens. On compte 800 prisonniers condamnés à perpétuité, dont 6 femmes ; 570 Palestiniens sont condamnés à 50 ans d'incarcération, dont 4 originaires des territoires occupés en 1948 ; 110 ont passé plus de 20 ans en prison, 13 ont déjà passé plus de 25 ans, et 3 d'entre eux sont détenus depuis plus de 30 ans. Naïl al Barghouti, qui est le doyen des prisonniers palestiniens a déjà connu plus de 32 ans d'enfermement. 325 Palestiniens encore détenus actuellement ont été incarcérés avant la signature des Accords d'Oslo en 1993, et 555 avant le début de l'Intifada Al-Aqsa. En décembre 2010, il y a dans les prisons de l'occupant sioniste 36 femmes et 280 enfants, dont 32 ont entre 12 et 15 ans.

Le système carcéral sioniste enferme la société palestinienne dans une toile d'araignée dont les maillages n'épargnent personne, hormis les collaborateurs. Il vise à détruire la société en ciblant la structure familiale : il n'existe aucune famille palestinienne qui ne compte parmi ses membres un détenu ou un ex-détenu. Ce système s'attaque aux forces vives de la nation palestinienne en emprisonnant les enfants. Aujourd'hui, il devient improbable de croiser en Palestine occupée un Palestinien qui n'ait été raflé ou arrêté. Il en résulte qu'en Palestine, la proportion de prisonniers politiques par rapport à l'ensemble de la population est la plus élevée au monde. D'autres prisonniers arabes subissent le même sort que les Palestiniens. « Coupables » de résistance au plan de domination occidentale au Moyen-Orient, tous vivent l'enfer du cachot et de la torture dans les prisons de l'occupation et de la collaboration.

Mais l'acharnement à « punir » et à emprisonner dans des proportions industrielles révèle en réalité la peur du régime colonial sioniste d'échouer dans son projet et de se voir lui-même rayé sur le plan existentiel. Rien ne symbolise mieux que la prison coloniale la lutte à mort qui se joue entre colon et colonisé. Car si la prison est l'éventualité certaine du résistant, la résistance est aussi l'horizon du prisonnier. C'est ce qu'attestent les luttes menées au sein même des geôles sionistes. Et c'est ce que prouve la place essentielle des prisonniers dans le combat national palestinien. Les prisonniers sont les martyrs, mais non les victimes de la résistance. Ils en sont les acteurs. Lutter contre les conditions carcérales, c'est aussi lutter pour que la résistance continue. C'est donc lutter pour que la société continue d'exister. Parce que le combat des prisonniers est toujours un combat politique, le statut de prisonnier constitue, par conséquent, un repère fondamental de l'identité nationale palestinienne.

C'est pourquoi la libération inconditionnelle de tous les prisonniers, palestiniens et arabes, est une revendication centrale de la cause palestinienne.

En écho à cette revendication, le CAP a réalisé un calendrier 2011 « [Les prisonniers combattants de la liberté](#) » qui rend l'hommage dû à tous les résistants privés de liberté. Il soutient également la [manifestation européenne du 15 avril 2011](#) à Bruxelles pour exiger la libération de tous les prisonniers politiques palestiniens.

La famille palestinienne cible de la prison coloniale

le 27/3/2011 21:48:43 (732 lectures)

✘ Le Comité Action Palestine édite chaque année un [calendrier](#) rassemblant articles et photos sur un thème particulier ; il a été consacré en 2011 aux **prisonniers**. Nous publierons mois après mois les articles de ce calendrier. « La famille palestinienne cible de la prison coloniale » a été publié pour le mois de février 2011.

L'entité sioniste ne fait pas de distinction. La prison touche tous les milieux sociaux, tous les milieux politiques et ne fait pas de différence entre hommes, femmes et enfants.

Depuis 1948, environ 800 000 Palestiniens ont connu les geôles coloniales de l'Etat juif. Ce constat suffit pour donner une idée de la place de la prison dans le système colonial en Palestine : c'est l'un des instruments de la guerre totale que livre le sionisme à la société palestinienne. Chaque famille a eu ou a au moins un membre fait prisonnier. En prenant pour cible la cellule familiale, les sionistes mettent en place un plan dont l'objectif n'échappe à personne : il s'agit de briser la résistance en détruisant la cohésion familiale. Et un Palestinien mis en prison, cela signifie pour une famille une mobilisation quotidienne pour lui venir en aide. Car les autorités coloniales dressent de nombreux obstacles aux proches du prisonnier. Elles pratiquent des punitions collectives contre eux en leur réclamant des permis de visite. Mais l'obtention du permis de visite est soumise à d'innombrables critères tels que la distinction entre les proches de premier degré et les proches de second degré, l'âge des visiteurs, etc. Or, bien souvent ces permis de visite sont refusés sous des prétextes de sécurité. Lorsque les familles l'obtiennent, elles n'échappent pas aux humiliations : elles peuvent attendre de longues heures devant des prisons avant d'être autorisés ou non à y entrer.

Pour les autorités coloniales, la famille est un moyen de pression considérable sur le prisonnier afin d'obtenir de lui des aveux. Le Comité Public Contre la Torture a établi que la police politique israélienne (Shin Beth) a recours à la torture psychologique, avec des mises en scène où on amène « *les conjoints, les femmes ou les mères dans les centres de détention, faisant croire [aux détenus] qu'ils sont arrêtés, qu'ils vont être torturés et que personne ne pourra s'occuper de leurs enfants* ». Cependant, les familles ne se résignent pas. Bien au contraire, elles demandent aux dirigeants palestiniens de tenir bon face aux exigences sionistes lors des négociations sur les échanges de prisonniers. La perception populaire palestinienne sur ces enjeux est à la fois juste et réaliste. Faire céder Israël sur cette question, c'est obtenir une grande victoire pour la résistance, car c'est mettre en évidence la vulnérabilité du système répressif ; c'est le rendre inopérant à terme, et affaiblir du même coup l'ensemble du système colonial.

Comité Action Palestine

Coloniser et emprisonner

le 27/3/2011 21:00:00 (745 lectures)

L
e
c
o
m
i
t
é
A
c
t
i
o
n
P
a
l
e

Calendrier 2011 **PALESTINE LIBRE**



stine édite chaque année un [calendrier](#) rassemblant articles et photos sur un thème particulier ; il a été consacré en 2011 aux **prisonniers**. Nous publierons mois après mois les articles de ce calendrier. « Coloniser et emprisonner » a été publié pour le mois de janvier 2011.

Depuis le début de la colonisation juive de la Palestine, analyser l'histoire de la résistance palestinienne, c'est aussi étudier l'histoire de la question des prisonniers.

On peut distinguer deux grandes périodes. La première phase débute dans les années 1920, avec la montée du nationalisme palestinien, et se termine en 1948. Sous le mandat britannique, la Révolution palestinienne {1936/1939} fut impitoyablement matée avec des milliers de martyrs, d'arrestations et de déportations de leaders politiques. Cette révolution inscrira dans la conscience nationale palestinienne la centralité non seulement du martyr mais aussi celle des prisonniers politiques.

Affaibli par la répression britannique, le peuple palestinien doit à nouveau affronter les sionistes en 1948 lors de la création de l'Etat d'Israël qui procède à des transferts de population, des massacres et des arrestations par milliers. Vaincus et dispersés, les Palestiniens mettront 20 ans avant de se réorganiser. A la fin des années 1960, l'émergence d'un mouvement national palestinien structuré sous l'égide de l'OLP, et l'occupation de toute la Palestine ainsi que du Golan syrien par les Israéliens, sont le point de départ d'un nouveau cycle de résistance/répression.

Ainsi depuis 1967 près de 700 000 Palestiniens sont passés par les geôles sionistes, soit environ 20% de la population palestinienne. Avec la seconde Intifada {2000}, le phénomène s'amplifie : les arrestations prennent un caractère massif avec plus de 70 000 Palestiniens kidnappés.

Plus la résistance s'étend, plus la répression se généralise. L'extension et l'organisation de la résistance en Palestine de 48 à partir des années 2000 notamment conduit l'Etat sioniste à jeter en prison des « citoyens arabes », des Palestiniens qui, à l'instar de leur frères de Gaza et de Cisjordanie, refusent obstinément la judaïsation de leur terre.

Au sein même des prisons le colonisateur doit faire face à une mobilisation des prisonniers politiques palestiniens qui s'organisent contre des conditions de détention inhumaines et maintiennent des liens avec la résistance. Cette mobilisation

est en soi un défi gigantesque pour le colonisateur qui s'aperçoit que la résistance ne s'arrête jamais, que l'enfermement est aussi le lieu où elle s'exprime. Elle est pour lui un cauchemar, ce que comprennent ses soutiens occidentaux qui feignent d'ignorer que plus de 8000 palestiniens sont aujourd'hui enfermés dans les prisons coloniales. Cette absence d'indignation de la part des Etats occidentaux est dans l'ordre des choses puisque l'Etat sioniste est le gardien de leurs intérêts dans la région en affamant, en tuant et en enfermant de manière industrielle les Palestiniens.

Mais les prisonniers palestiniens « ne sont pas les enfants d'un moindre Dieu ». Leur nation toute entière s'est engagée à les libérer.

Comité Action Palestine

Palestine : Journée de la terre- Appel à rassemblement

A l'occasion de la Journée de la Terre en Palestine

Le COMITE ACTION PALESTINE

lance un

APPEL A RASSEMBLEMENT

le Samedi 2 avril à 15h00
place de la Victoire, Bordeaux

Le 30 mars 1976, six Palestiniens de 48 (c'est-à-dire ceux qui sont restés dans leur pays en 1948 après la création de l'Etat d'Israël), étaient abattus par l'armée d'occupation israélienne, 96 étaient blessés et 300 autres arrêtés. Leur crime ? Avoir manifesté contre l'Etat sioniste qui avait confisqué et déclaré « zone militaire » 1700 hectares appartenant à des villages palestiniens.

Depuis, tous les 30 mars, la Journée de la Terre commémore cet événement partout dans le monde où sont portées les revendications palestiniennes.

Cette journée est avant tout symbolique. Rappelons qu'en 1948, l'Etat juif a détruit plus de 500 villages et expulsé près d'un million de Palestiniens (les réfugiés sont aujourd'hui près de 5 millions), à qui on ne reconnaît toujours pas le droit au retour. La majeure partie de leurs terres a été confisquée par l'entité sioniste. Dès lors, cette politique de judaïsation de la Palestine, qui consiste à voler des terres aux Palestiniens pour les donner aux juifs, s'est poursuivie et intensifiée ; l'épuration ethnique; les crimes de masses, les assassinats de leaders politiques et les emprisonnements de résistants se sont accumulés. La colonisation de toute la Palestine est inscrite au cœur du projet sioniste, soutenu par l'Occident, et notamment par les USA et la France.

Bordeaux offre un parfait exemple de ce soutien à la colonisation : depuis 1984, elle est jumelée avec la ville israélienne d'Ashdod. Fondée en 1948 sur les ruines du village palestinien d'Isdud détruit par les forces militaires juives, cette cité coloniale est l'image même de la politique sioniste de destruction de la Palestine et de la mythification de l'histoire israélienne. Les 5000 habitants palestiniens de

l'époque ont tous été expulsés et ils attendent toujours, avec leurs descendants, de pouvoir rentrer chez eux. En même temps, chaque année, 10000 nouveaux colons venus de Russie, d'Amérique du Sud et de France viennent s'installer à Ashdod. Bordeaux s'enorgueillit d'être jumelée avec cette ville coloniale, au point de colporter les mythes sionistes et de tomber dans le révisionnisme. On peut toujours lire sur le site de la ville de Bordeaux qu'Ashdod est construite sur un site biblique. 2000 années d'histoire de la localité, et notamment son passé arabe, sont tout simplement niés.

Le maire de Bordeaux et ministre des Affaires Etrangères, Alain Juppé, est un sioniste cohérent : dès sa prise de fonction, il vole au secours de l'Etat israélien qui vient de perdre en quelques semaines, pour cause de révolutions, plusieurs alliés parmi les dictatures arabes. En effet, la France a pris les devants dans l'agression contre la Libye en faisant adopter la résolution 1973 autorisant de fait la violation de la souveraineté et du principe d'autodétermination du peuple libyen.

Cet acte d'ingérence militaire, qui légitime le recours à la force même s'il n'est pour le moment que question d'interventions aériennes, ne doit tromper personne. Comme toujours, l'impérialisme avance masqué. C'est sous le prétexte de venir en aide à la population libyenne que l'Occident justifie son intervention dont les buts sont en réalité tout autres : maintenir sa domination et préserver ses intérêts économiques, notamment ses intérêts pétroliers.

Une fois encore, sous couvert d'un mandat onusien, l'objectif est bel et bien de préparer, comme en Irak, le terrain à une occupation militaire. La reconnaissance précipitée par certains Etats impérialistes, les Etats-Unis, la France et la Grande-Bretagne, d'un Conseil National libyen, téléguidé par cette même coalition occidentale, n'est qu'une ruse de plus pour justifier l'intervention militaire sous l'égide de l'OTAN. L'objectif est de saborder l'élan révolutionnaire du

peuple libyen et plus largement, toutes les révolutions qui font tomber les unes après les autres les dictatures arabes alliées de l'Etat colonial israélien. La perte de ces soutiens arabes et la résistance palestinienne annoncent la fin de la colonisation juive en Palestine et de la domination occidentale dans la région.

La contre-révolution née de cette résolution de l'ONU aura des conséquences désastreuses pour le peuple libyen et tous les peuples arabes, mais elles seront surtout à terme désastreuses pour l'Occident. Perdant peu à peu pied dans le monde arabe, l'Occident, divisé et affaibli, cherche par des tentatives désespérées à garder le contrôle en recourant à des actions armées. Mais il est déjà perdu, l'avenir ne lui appartient plus

Les peuples arabes nous le montrent. Les Révolutions arabes en cours sont un immense message d'espoir pour les peuples opprimés. L'impérialisme et la colonisation ont beau s'imposer grâce à la supériorité technologique et militaire, rien ne résiste à la légitime soif de liberté et de justice qui fait se lever les damnés de la terre.

Ces Révolutions sont loin d'être terminées. Au-delà des revers subis, de grandes victoires ont été acquises et rien ne sera jamais plus comme avant. Les peuples savent désormais que leur volonté et leur détermination peuvent renverser tous les dictateurs et chasser tous les colonisateurs du monde.

Le peuple palestinien sait désormais qu'il n'est plus seul. Lui qui se bat depuis plus de 60 ans pour récupérer sa terre, et qui a toujours été convaincu qu'il ne fallait jamais abandonner la lutte, peut être fier d'avoir été le modèle de résistance et de détermination pour tous les opprimés du monde. Comme les peuples arabes retrouveront la liberté que l'impérialisme leur a depuis trop longtemps confisquée, le peuple de Palestine récupérera la terre qui est la sienne, et le sionisme, mouvement colonial et raciste, sera balayé par le

vent de l'Histoire.

Vive la lutte du peuple palestinien.

Vive la lutte des peuples arabes.